KAIROS

n° 4
Mai 2018

Journal anarchiste / kairosjournal@riseup.net – kairosjournal.noblogs.org

En grec ancien, kairos désigne l'idée du moment opportun à saisir, de l'occasion favorable, de l'instant propice qui permet la réussite d'une action au milieu des aléas du monde et de l'incertitude des circonstances extérieures. Pour cela, il est nécessaire de passer à la pratique, d'apprendre à saisir ce kairos, d'une part en cherchant à le reconnaître sans se cacher derrière l'alibi facile des circonstances, d'autre part en se préparant à agir afin de ne pas laisser s'échapper cette occasion.
En somme, ce journal est un outil pour sortir de la pure abstraction des idées et inscrire notre discours dans une perspective pratique, dans une volonté de propager l'action offensive anarchiste et de tendre vers l'insurrection et le bouleversement de ce monde...

ET SI TOUT LE MONDE DETESTAIT LA DOMESTICATION ?

Récits et réflexions autour du mouvement de révolte contre la loi Vidal renforçant la sélection à l'université (février-mai 2018)

L'année 2018 a commencé avec un mouvement dans les facs contre les nouvelles lois sur l'éducation et l'enseignement supérieur, qui renforcent une sélection déjà existante mais qui se voient entérinées et officialisées par Parcoursup, nouvelle plate-forme d'entrée dans le supérieur. Face au nombre encore plus important de jeunes susceptibles de rentrer à la fac ces prochaines années, l'État a trouvé le moyen de faire des économies en restreignant l'entrée selon les critères classiques du monde du travail : il faudra désormais remplir des CV en renseignant ses notes, le lycée d'obtention du bac, rédiger des lettres de motivation, etc.. Dès le lycée, on te prépare à te vendre au plus offrant, à te plier à la discipline du travail et à l'obéissance au chef.

Les diverses réformes concernant le monde universitaire depuis une dizaine d'années avaient préparé le terrain à cette loi ORE, c'est-à-dire en augmentant les frais d'inscription, en généralisant le contrôle continu, en supprimant les bourses au bout de trois absences aux TD ou en envoyant l'étudiant « défaillant » aux rattrapages, en imposant aux usagers du self du CROUS l'utilisation d'une nouvelle carte bancaire (gérée par la Banque Populaire Caisse d'Épargne), la carte IZLY. Bref, l'État est parvenu à inculquer aux nouveaux arrivants l'acceptation du flicage et de la discipline. Cela saute aux yeux de tous que cette domestication sociale va bien au-delà de la simple sélection à l'entrée à l'université qui reste un instrument de la domination.
Parce que dans les faits, la fac a moins à voir avec l'émancipation individuelle et la transmission de culture et de savoir, que la formation des cadres de demain (administratif et technique) et le perfectionnement des structures de la domination.

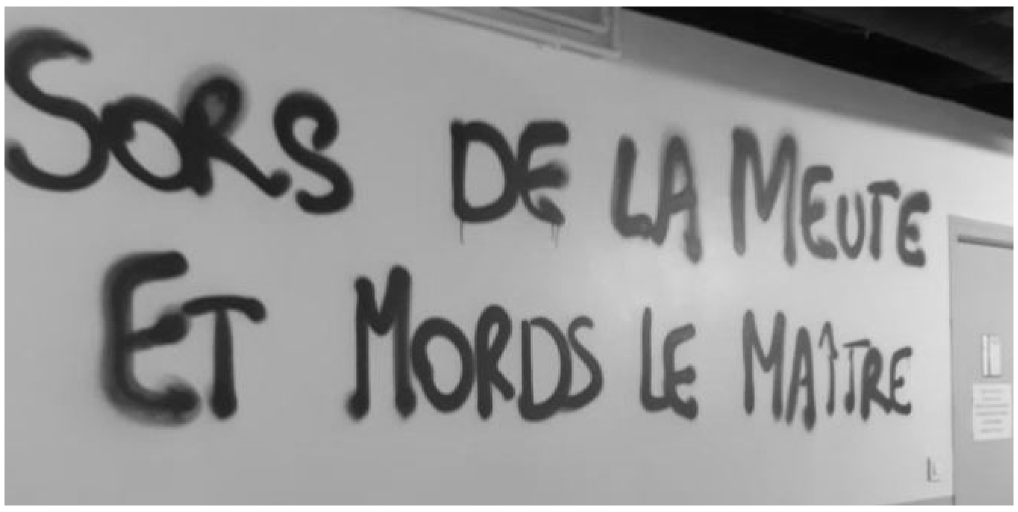
Quant à la mainmise toujours plus importante du privé sur le public, je n'en ai personnellement rien à faire. Peu m'importe de savoir si la recherche répond aux exigences de l'armée ou aux besoins des boites de marketing, de micro-technologies... Ce qui émane de l'État ou du capital ne peut être que pourri, parce que tous deux vont de pair, œuvrent main dans la main pour un monde d'exploitation et de soumission, participent au même formatage et à la même logique : t'apprendre à respecter la hiérarchie et te jeter dans l'arène de ce monde d'exploitation.

J'ai tenté de donner un aperçu global de ce qui a émergé un peu partout ces dernières semaines, tout en étant conscient qu'il y aura des lacunes et des raccourcis. C'est d'autant plus difficile de faire un récit le plus exhaustif possible sur une période de trois mois et demi en épluchant les nouvelles émanant directement des organes de propagande du pouvoir, à l'heure où l'instantanéité des réseaux sociaux prime sur les comptes-rendus. Ceci tenant compte aussi du fait que ce mouvement, qui peine à prendre son envol, continue toujours.

Depuis début février, ce mouvement dans les universités a rapidement montré son caractère incontrôlé et sauvage, laissant au bord du chemin partis et syndicats qui, certes, ont cherché comme d'habitude à récupérer la lutte qui leur échappait, à travers la CNE, outil de bureaucrates par excellence, sans qu'il y ait pour autant un réel impact sur la lutte elle-même.

Sommaire :

Tout part le 1er février, hormis à l'université du Mirail de Toulouse, qui s'est lancé dans la bataille bien avant tout le monde, en raison du projet de fusion qui est venu se juxtaposer au projet de loi ORE.



Par ailleurs, le soutien s'exprime avec les migrants à la rue, et ce bien avant le début du début de la lutte contre la sélection. Dans plusieurs facs, des amphis sont occupés: à Paris 8, les sans-papiers et leurs soutiens ont investi les locaux dès la fin janvier. Même chose à Nantes, Toulouse....

Pour revenir à la loi ORE, un début de lutte s'élargit petit à petit à partir du 1er février. Sans rentrer dans les détails, les premières occupations, souvent avec blocages, se sont succédé dans de nombreuses facs, notamment à Rennes II, Lille, Poitiers, Nantes, Montpellier, Grenoble, Besançon.
La date du 22 mars, qui avait vu 50 ans auparavant à l'université de Nanterre justement le « début d'une lutte prolongée », a marqué une étape charnière dans cette confrontation directe avec l'État. A la fac de droit de Montpellier, l'attaque expéditive d'une bande de nervis de l'Ordre (composée de profs de la fac et de fascistes, sous la bénédiction du doyen Pételْ) contre l'occupation d'un amphi a été un élément déclencheur de la lutte au sein des facs. Occupations et blocages se sont multipliés, à commencer dans les facs parisiennes (Tolbiac, Censier, Nanterre, Saint-Denis…), mais aussi à Nice, Marseille, Limoges, Tours….

A l'approche des partiels, le pouvoir (universitaire comme étatique) a employé la manière forte pour mater la rébellion, en envoyant ses flics dans de nombreuses facs (Tolbiac, Nantes, Lille, Grenoble à plusieurs reprises, Montpellier, Nancy, Rennes, Censier, Nantes…) ou ayant recours à des sociétés de vigiles pour fermer les facs administrativement (Brest, Besançon, Dijon…). Les autorités étaient prêtes à tout pour que les partiels aient lieu, notamment à mettre des rangées de CRS devant les bâtiments. Certaines facs bloquées de nombreuses semaines, comme celle de Montpellier, ont, comble de l'ignominie administrative, même cherché à organiser les partiels via internet. Mais c'était sans compter sur un groupe d'une trentaine de personnes cagoulées qui a fait irruption dans les locaux techniques de la fac pour saboter les serveurs, remettant les examens à plus tard, et ce de la manière la plus efficace qui soit. Des blocages physiques se sont tenus ailleurs (Nancy, Grenoble, Saint-Denis, Nanterre…), où les flics ont tabassé à tour de bras et embarqué plusieurs personnes. A Nancy, six d'entre elles seront prochainement traînées devant le tribunal pour « rébellion, refus d'empreintes et d'ADN » et autres… A l'heure où ces lignes sont écrites, les occupations et expulsions se poursuivent. Le 8 mai, les flics ont expulsé les occupants du Mirail. Mi-mai, les CRS expulsent à quelques jours d'intervalle les occupations de Rennes II, Nantes, Marseille Saint-Charles, toujours sous la bénédiction des directions d'université. Lundi 14 mai, alors que la fac Rennes II est expulsée par les CRS, des petites victoires sont arrachées ici ou là,

comme à Lyon II où les partiels concernant près de 20.000 personnes sont finalement annulés, après que plus de 300 personnes ont bloqué les deux campus de la fac situés sur les quais du Rhône (centre-ville), et à Bron (banlieue). Même chose à l'université Aix-Marseille, ou au centre d'examen de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), où les partiels de Paris-8 délocalisés ont dû être annulés. A Nantes, les tabassages policiers devant les centres d'examens poussent à la désertion des partiels. Les 11 et 12 mai, les partiels organisés exceptionnellement à Arcueil (Val-de-Marne) par l'université de Nanterre sont bloqués. Le 9 mai à Grenoble, le report des partiels se paie très cher, avec de nombreuses personnes passées à tabac par les flics de la BAC et autres molosses au service de l'État. A Nice, dans la nuit du 16 au 17 mai, plusieurs barillets d'amphis du campus Valrose sont englués et de nombreux tags inscrits. Cette action intervient le soir-même de la répression de l'occupation du siège de la direction et la veille de la tenue d'examens.
Seulement parfois, les flics n'interviennent pas dans les facs pour expulser mais pour espionner : le 10 mai à la fac de Saint-Denis, un flic en civil est démasqué pendant l'AG. Il est très vite raccompagné vers la sortie après s'être fait dépouiller de son matériel (boîtier d'enregistrement avec carte SD, caméra, micro, sacoche et prise de notes).

Alors que le pouvoir (en premier lieu les administrations d'universités) commémore la révolte de mai 68, en prenant soin de la vider de sa substance subversive et d'en garder que le caractère « folklorique » et culturel, l'État déploie ses molosses contre quiconque cherche à s'opposer sans médiation à ses sales plans.

SCIENCES POLICIÈRES GRENOBLE

A l'approche du 1er mai, d'autres institutions plus prestigieuses, à savoir l'EHESS ou encore l'ENS, ont aussi été occupées. Là-bas aussi, on bloque et on décore de slogans subversifs les sinistres murs d'enceinte où est formée la future élite intellectuelle du pays.

Après chaque occupation, les administrations découvrent que les blocages ne sont pas que symboliques, que tags et dégradations en tous genres (destructions du matériel informatiques, portes fracturées et serrures sabotées…) font désormais partie de ces méthodes d'action. A Rennes, Brest, Nantes, Poitiers, Tolbiac, Toulouse, Montpellier, Dijon ou Besançon, les occupations se chiffrent en milliers d'euros de dégâts. A Besançon, à la suite de l'occupation et du blocage du 15 mars, l'administration découvre l'ampleur des pertes : rétroprojecteurs volatilisés avec plafonds de salle arrachés, ordinateurs de salles de cours fracassés, distributeurs de boissons et de friandises éventrés et pillés, extincteurs vidés et multiples tags partout dans les bâtiments… Début avril à Dijon, l'administration constate que lors du blocage de plusieurs bâtiments du campus (dont celui où siège la présidence, la Maison de l'Université), du matériel informatique (ordis, rétroprojecteurs, photocopieuses) a soit disparu, soit été détruit, que des serrures de portes ont été engluées, que les murs ont été tagués… A Grenoble, mardi 3 avril après la manif, un groupe d'une soixantaine d'anonymes investit les locaux de la présidence de l'université : après plusieurs heures à foutre le bordel (boules puantes, alarmes incendie, fumigènes sur les toits, blocages des entrées), à taguer les bâtiments, à saccager des bureaux administratifs, il décide de lever le camp, sans qu'il n'y ait aucune arrestation. A Toulouse, les distributeurs de bouffe et de boissons sont explosés, les bureaux administratifs visités et saccagés…
Occuper sagement un amphi ou une fac, à quoi cela rimerait-il ? Par exemple, à Besançon, les tags ont permis de maintenir l'occupation de l'amphi « Donzelibre », avec ou sans ses occupants dans l'amphi, puisque de nombreux profs refusaient de faire cours en ces lieux, alors qu'ils les auraient certainement assurés si l'amphi était « propre », et ce peu importe la décision actée de l'occuper. Le tag est à la fois un moyen de se réapproprier la parole en dehors de tout cadre légal, mais aussi de marquer son territoire. De manière globale, occuper et bloquer reste éphémère et symbolique si aucune séquelle n'est laissée.

Les facultés ne sont plus des lieux « immunisés » face aux uniformes armés. Force est de constater que les facs sont aujourd'hui des forteresses bien gardées : de plus en plus par les flics mais le plus couramment par des sociétés de sécurité privée, comme par exemple sur le site Tolbiac de Paris I, où des vigiles montent la garde au niveau des portails, même pendant l'occupation, tout en gardant aussi les yeux bien ouverts sur les accès aux escaliers menant aux étages supérieurs. Peut-être que le souvenir des saccages des bureaux administratifs pendant la loi travail en 2016 est encore chaud pour l'administration… ? Mais alors pourquoi ne pas dégager les vigiles, pour une fac réellement ouverte ?

Bien sûr, on peut trouver de nombreuses lacunes à ce mouvement. Il est assez vrai que peu de choses ont émergé en-dehors de ces lieux d'enseignement et d'apprentissage. AG, occupations et blocages ont mobilisé beaucoup d'énergie à des personnes réellement impliquées dans la conflictualité mais qui, contrairement aux précédentes luttes dans les facs (qui d'ailleurs remontent à près de dix ans avec la LRU – il y a donc beaucoup de choses à « réapprendre ») n'a hélas peut-être pas jeté autant de monde dans la bataille afin de sortir des murs cloisonnés de ces universités. Cependant, il y a quelques rares exceptions, comme à Toulouse, où quelques manifs sauvages sont parties du Mirail, comme celle du mercredi 28 mars en solidarité avec les occupants tabassés à Montpellier, où des bagnoles de flics et des banques ont été attaquées et bien amochées, où des flics ont reçu des projectiles. Ainsi le soir du début de l'opération policière à Notre-Dame-des-Landes (le 9 avril), un cortège est parti de Tolbiac en direction de la Gare d'Austerlitz, laissant quelques jolies traces sur son parcours. Ou encore lors de l'expulsion de Tolbiac elle-même (vendredi 20 avril), où un cortège d'environ 200 personnes déterminées est parti bloqué le périph' en laissant derrière elles de nombreuses barricades enflammées. La grosse manif prévue à Montpellier le 14 avril en soutien à la ZAD et aux luttes dans les facs a aussi tenu toutes ses promesses : les vitrines des riches et de ce monde capitaliste ont sauté les unes après les autres lors du passage des enragés, les murs ternes repeints d'une multitude de slogans, etc… Cette manif a fait beaucoup de dégâts, se chiffrant certainement à plusieurs millions d'euros…. On se souvient aussi qu'à Nantes au début du mouvement, des banques situées à proximité du campus du Tertre (où plusieurs bâtiments étaient alors occupés, notamment pour les migrants) ont subi quelques attaques plusieurs jours d'affilée.

Certains lycées de l'Hexagone (par exemple à Dijon et Paname, pour ne citer qu'eux) ont connu un peu d'agitation, mais bien moins qu'il y a deux ans lors de la loi « Travaille ! », ce qui a certainement contribué à cette accalmie dans les rues. On n'occupe pas un lycée, on le bloque pour prendre la rue, contrairement au fait de bloquer une fac. C'est peut-être là aussi que résident nos forces : dans l'imprévu, la spontanéité de la jeunesse et cette possible propagation du désordre.

> *« Ce n'est pas le savoir qu'il s'agit d'inculquer, c'est la personne qui doit arriver à son propre épanouissement. Le point de départ de la pédagogie ne doit pas être de civiliser, mais de former des personnes libres, des caractères souverains. »*
>
> Max Stirner, *L'Unique et sa propriété.*

Mais tout cela n'est à mon avis pas suffisant et, sans rentrer dans le quantitatif, il est clair que le nombre réduit d'individualités insoumises réellement investies est aussi à prendre en compte. On ne mesure pas un mouvement à son taux de participation aux AG, pas plus qu'à une masse suiveuse, aux allures de troupeau suivant les directives de quelques chefs autoproclamés. Ceci dit, il serait important de réfléchir sur le fait que « l'étudiant moyen » d'aujourd'hui a certainement perdu en autonomie et en esprit critique.

Il est désormais vital de réfléchir dès maintenant à comment rendre nos luttes plus incisives, à les relancer dès la rentrée prochaine, avec encore plus de détermination et de destructions, en créant le climat propice à l'attaque diffuse et permanente contre ce monde, tout en créant des espaces sans autorité ni domination, qui serviront à répandre et à généraliser le désordre.

ZAD PARTOUT, ETAT NULLE PART !

Ce mois de mai 2018 n'aura pas été, lui non plus (comme les autres), à la hauteur de celui de 68. D'une part le mouvement étudiant *(lire p.1 et 2)*, même avec quelques jolis exemples, n'arrive pas à prendre son envol et reste sur la défensive, retranché dans les facs (c'est bien utile de disposer de lieux pour se trouver et puis partir à l'offensive, mais enfin... il faut partir!). D'autre part, les grèves à la SNCF et dans certains secteurs publiques restent des mouvements revendicatifs. Si les quelques sabotages de lignes de chemins de fer (un câble de stabilisation de caténaires coupé, des durites de freins de locomotives sectionnées, des signaux d'alarmes sur les voies actionnés, etc.) peuvent nous suggérer des idées sympas et vont dans le sens de la destruction pure et simple des outils de l'esclavage salarial, on ne peut pas oublier qu'au fond ce mouvement de grève défend une forme de travail donnée au lieu de critiquer le travail en soi.

Nous pouvons cependant voir, en ce printemps qui est loin d'être fini, des lueurs d'insoumission commencer à briser l'opacité de cette époque. Je pense notamment à la défense acharnée de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes de la part de ses habitant.e.s et de nombreuses personnes solidaires, qui ont accouru sur place ou ont fait le possible chez elles. Sans rien enlever à la résistance sur place (qui est le moteur de la solidarité ailleurs), je voudrais me concentrer ici sur la solidarité qui s'est montrée ailleurs. Certes, sans batailles frontales sur place, nulle victoire n'est possible, d'où toute l'importance de journées comme celles du 14 avril à Nantes et du 15 sur la ZAD elle-même (avec les centaines de personnes qui sont restées pour les jours suivants), ou de la détermination de ceux qui construisent des barricades et les défendent, de celles qui creusent des trous dans les routes et caillassent les flics. Comme il est dit dans le communiqué d'une action récente *(lire page 4)*, les manifs émeutières et les attaques en petits groupes ne s'opposent pas, mais se complètent.

Cependant, il me paraît important de multiplier les points d'attaque contre l'État et le système économique. Peut-être que pendant que certain.e.s sont sur place, d'autres peuvent harceler l'État à ses arrières, avec l'avantage remarquable du choix du lieu, du moyen et du moment le plus propice. Une conflictualité permanente et répandue, avec des modalités opératoires diverses et des cibles variées est peut-être

plus à même de créer des difficultés à qui voudrait l'endiguer et la réprimer. Elle permet aussi de mettre en valeur d'autres sensibilités, d'autres projets, d'autres solidarités, qui peuvent se superposer à la défense de la ZAD attaquée par l'État.

Je trouve particulièrement intéressant, donc, l'élan d'actions en solidarité avec la ZAD, depuis le 9 avril. Même si la solidarité par les actes n'atteint pas le niveau de l'automne 2012 (pourquoi ? Une bonne question à laquelle réfléchir…) elle est présente et elle est nécessaire, autant pour celles et ceux qui tiennent bon sur la ZAD, qu'à nous, qui sortons de la résignation et respirons des bouffées d'oxygène à chaque éclat de révolte. Cette conflictualité diffuse reste une épine dans le pied (et pourrait même devenir un problème de taille) pour l'État, ainsi qu'un exemple qui donne force à tou.te.s ses ennemi.e.s anti-autoritaires, partout.

Les expériences de vie et d'organisation qui ont eu lieu à Notre-Dame-des-Landes sont difficilement exportables ailleurs, chose qui d'ailleurs ne serait peut-être même pas souhaitable. Au plus, elles peuvent servir d'exemple, mais il revient à chaque individu d'arpenter par soi-même ou avec quelques proches son propre chemin pour subvertir ce monde. A chacun ses envies, à chacune ses modalités. Et sans oublier que la solidarité avec les zadistes est seulement une des motivations qui peut nous pousser à agir, mais que la motivation fondamentale reste à chercher par chaque individu au fin fond de soi-même.



Cette diffusion des attaques peut aussi éviter de s'empêtrer dans des impasses qui se sont présentées sur la ZAD, où l'impératif « *ZAD will survive* » a servi d'excuse pour des prises de positions autoritaires de la part d'une partie des habitants (ou pas). En sont un exemple les négociations avec la Préfecture (justifiées par la nécessité de sauver une partie, la moins dérangeante, de cette expérience multiforme, tout en la normalisant administrativement) et le recours à la force contre des camarades (démolition de maisons, menaces, un tabassage). La ZAD est loin d'être un lieu sans pouvoirs, cela n'étonnera personne. Mais à mon avis elle reste un exemple, surtout en ce qui concerne le refus obstiné de se plier à l'État, allant jusqu'à lui faire abandonner le projet d'aéroport, puis, ce qui est d'autant plus important, jusqu'à arriver peut-être à la pérennisation de cette expérience « hors la loi ». Un refus de plier qui a su motiver d'autres personnes, ailleurs, à se mettre en jeu contre ce monde. C'est ça que j'aime voir dans le slogan « ZAD partout » : la multiplication des actes d'insoumission contre toute autorité.

Ce qui à mon avis peut être exporté ailleurs n'est pas tellement l'art de construire des maisons dans le bocage, mais plutôt la détermination à subvertir ce monde. C'est cette hostilité face à l'autorité qui peut se propager comme un feu d'été et rendre possible des expériences de vie différente. Difficile de trouver des tritons ou des chèvres dans la métropole parisienne, par exemple… mais des poulets, des bergers et des moutons il y en a pas mal. Peut-être que tout le monde ne kiffe pas la boue, mais c'est dans la décision individuelle de rendre coup pour coup que se trouve le début de la liberté. La célèbre phrase « on ne rentre pas dans un monde meilleur autrement que par effraction » met bien l'accent sur le lien entre liberté et subversion. Parce que si ce n'est qu'avec le combat visant à détruire l'existant qu'on peut donner la possibilité à quelque chose d'autre d'exister un jour, c'est aussi à travers ce même combat qu'on peut faire naître ce quelque chose d'autre, déjà ici et maintenant.

***

Quelques actions en solidarité avec la ZAD :

Matin du 9 avril, Nantes : tandis que les flics lancent l'assaut sur la ZAD, un feu est allumé sur le périph', causant des énormes bouchons.

Soir du 9 avril, Paris : quelques centaines de personnes, parties de la fac' de Tolbiac occupée, sillonnent le XII arrondissement. Des sièges de grandes banques (comme Natixis), la chambre de commerce, du mobilier urbain, des Autolibs en prennent pour leur grade.
Pareil à **Toulouse**, où des vitres de banques sont pétées et des tags posés, et à **Rennes**, où la manif sauvage occupe un moment les rails de la gare, pour finir à la fac occupée.

Nuit du 9 au 10 avril, Lille : vitres brisées au local de VINCI, avec des tags sous forme de pochoir : « riposte immédiate »>.
Cussac-sur-Loire (43) : vitre brisée et jet d'un cocktail Molotov dans les bureaux administratifs d'Eurovia (filiale de Vinci)
Munich (Allemagne) : la porte du garage souterrain du Consulat de France est sabotée : plus d'entrée et de sortie de véhicules. Action revendiquée en solidarité avec la ZAD.

Nuit du 10 au 11 avril, Lille : tags et vitres cassées sur un bureau de vente Vinci.

Besançon : la permanence de la députée LREM Fannette Charvier est taguée : « Pour l'ensemble de ton oeuvre… PRENDS ZAD DANS TA GUEULE » et « ZAD vaincra ».

11 avril, **Bretagne**, au matin une barricade enflammée bloque le sommet de Roc'h Tredudon, axe de passage entre Morlaix, Brest et Carhaix.

Nuit du 11 au 12 avril, La Roche-sur-Yon : la vitre principale de la permanence d'une députée LREM tombe en miettes.

12 avril, région nantaise : blocage de la 4 voies N165 Nantes-Vannes.

Nuit du 12 au 13 avril, Les Lilas (93) : une voiture d'un corps diplomatique étranger est incendiée. Le communiqué dit, entre autre : « Nous sommes solidaires de celles et ceux qui se battent sur la ZAD, du moins de ceux qui n'essayent pas d'y poser les bases d'un autre pouvoir peut-être « imaginaire » mais pas moins haïssable ».
Nantes : tags et vitres brisées à l'entrée de l'hôtel de la région.
Bergerac : tags et œufs de peinture sur le tribunal.
Rennes : une manif sauvage s'affronte violemment aux flics.
Carcassonne : des tags inscrits sur les portes de la préfecture.

14 avril : des manifs en soutien à la ZAD tournent à l'émeute à Nantes et à Montpellier. De larges secteurs de routes sont dépavés à Nantes pour alimenter les affrontements contre les flics durant des heures. Vitrines (et DABs) de banques, de magasins et d'agences immobilières fracassées.
Dijon : un communiqué revendique le trashage à l'extincteur de peinture du siège de la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural, une officine du Ministère de l'agriculture et de la finance) Bourgogne Franche-Comté. Sont également posés des tags comme « Vive la ZAD » ou encore « SAFER mets pas le nez dans nos affaires ».
Philadelphie (USA) : un communiqué signé « Team illégale » revendique la destruction d'un bulldozer de chantier (vitres brisées et câbles coupés) en solidarité avec la ZAD.

Nuit du 14 au 15 avril, Nantes : deux pelleteuses d'un projet de la métropole s'enflamment.
Chateaubriant : Tags sur différents édifices de la domination. Sabotage à la colle des portes d'entrée de la Direction départementale des territoires et de la mer de Loire-Atlantique et la Mutualité sociale agricole.

18 avril, région nantaise : des palettes sont enflammées sur un rond-point, provoquant un ralentissement de la 4 voies Nantes-Océane.

22 avril, Besançon : manif d'une bonne cinquantaine de personnes : explosion d'œufs de peinture sur des magasins de fringues et une agence SFR. Le petit train pour touristes tagué d'un « ZAD partout ».

Nuit du 22 au 23 avril, Saint-Herblain (44) : l'entreprise de dépannage Louis XVI, collabo des keufs (entre autre contre la résistance à NDdL), a reçu une visite : quatre véhicules incendiés. Le communiqué se conclut par : « Avis à tous les collabos, ceux qui choisissent de s'engraisser grâce à la répression des luttes sociales ne dormiront pas plus tranquilles que les politiques qui l'ordonnent. En soutien à la ZAD, En solidarité avec tou.te.s les bléssé.e.s et les inculpé.e.s, Résistance et sabotage ».
Teillé (44) : le hangar d'une autre entreprise ayant participé à des travaux de réfection de la route des Chicanes part en fumée, tout comme les deux engins de chantier qui y étaient entreposés.
Besançon : Serrures engluées pour quelques agences immobilières du centre-ville, accompagnées de tags : *« NON AUX EXPULSIONS A NDDL », « ZONE A DETRUIRE »*, symbole squat entre autres … En rab', peinture projetée sur une agence Foncia, une banque et une église.

Nuit du 23 au 24 avril, Berlin (Allemagne) : une camionnette de SPIE et une autre de VINCI, qui ont le point commun de construire des prisons, sont incendiées.

Nuit du 6 au 7 mai, Bellecombe-en-Bauges (Savoie) : Incendie à la carrière Vicat (multinationale du béton), où sont brûlés un poste de transformation électrique, un bâtiment, les postes de commandes et ordinateurs d'une araignée extractrice ainsi que divers engins de chantier.

Nuit du 10 au 11 mai, Nanterre : la gare RER juste en face de la fac occupée est vandalisée: distributeurs de billets, portiques et écrans publicitaires cassés. Un des tags dit : « ZAD partout »

Nuit du 13 au 14 mai, Poitiers : un tractopelle de la société Colas (filiale des constructeurs de taules Bouygues) est incendié. Un tag à côté dit « Brûle la machine impériale ! Vive la ZAD ! ».

Nuit du 16 au 17 mai, Genève (Suisse) : consulat de France souillé à l'extincteur rempli de peinture, « en solidarité avec la ZAD de NDDL, contre la nouvelle vague d'expulsion ».

RIEN N'EST FINI (Souvenirs d'un premier mai parisien).

Ce fut une journée intense. Mes jambes en portent le poids, tandis que je redescends cette rue d'un Cardinal Lemoine et de bourges. Mes poumons aussi, ils en portent le poids, sous forme de toussotements qui me font remonter l'odeur âcre du gaz. Ça s'est terminé ici, dans le Quartier latin, après la grosse manif de l'aprèm, celle du vacarme de la rue de l'Hôpital – on n'est pas allé bien loin, mais bon, les dégâts ont été de taille, et des deux côtés du pont. Ça rappelle les beaux souvenirs du printemps 2016…



Tout à l'heure, la télé d'un bar (mais pourquoi il y des télés dans les bars ? Les gens n'y vont pas pour se rencontrer?), comme toutes les télés de cette douce Frrrrance, faisait tourner en boucle les images du McDo cramé… comme si toute cette journée pouvait se résumer à ce (joli) épisode. Et la chose la plus triste est que plus tard des « camarades » critiqueront aussi (toujours facile, après coup, pas vrai ?) cette journée se focalisant sur cet unique épisode. A regarder le monde à travers BFMTV on risque de perdre bien des choses… Le tractopelle de la gare, juste en face du dit McDo, par exemple, que les spectateurs télé n'ont pas vu. Et pour cause : les journalistes ont été simplement éloignés, tout comme lors de la destruction des concessionnaires Renault et Aixam. Et que savent-ils, les spectateurs critiques, de l'autre McDo, au métro Ledru-Rollin (et de tous les autres commerces, grands et petits, qui y sont passés) ? Des escapades rageuses dans ces petites rues, l'une terminée, juste avant de rejoindre Bastille, sur la rue de Lappe à l'heure de l'apéro ? Mais bon, fallait y être, quitter l'ordi et son aigreur. La vie est dans les rues… Le risque, à voir les choses à partir d'un écran, c'est de perdre l'enthousiasme de défier encore une fois, contre vents et marées, cet ordre mortifère.

Bref, ça a bien couru, ça a bien cassé… ça a pris beaucoup de gaz aussi, et un peu de panique quand-même, faut pas le nier, quand les flics ont commencé à nous coincer contre les grilles du Jardin des Plantes, avec pas mal de monde qui les escaladait, risquant de se blesser (« attention, c'est les poulets qu'on embroche, pas nous-autres ! »). On s'est entraidé entre inconnu.e.s, ceux et celles qui avaient du maalox l'ont fait tourner. On a même vu un manifestant « pacifique » (définition qui ne veut rien dire) venir s'enquérir gentiment de la santé d'un black-bloc (ça aussi ça veut rien dire – c'est pas un défilé de mode!) qui crachait ses poumons, lui proposant de l'eau et de l'aide. Oui, c'est ça : on n'était pas 1200 en noir – on était 15000, dont certain.e.s en noir, les autres pas complètement (mais dans leurs cœurs peut-être si!), ou pas encore, ou pas cette fois-ci, ou plus, ou quand-même !

Et si on n'a pas fait la Révolution (faut quand-même arrêter de prendre les gens pour des demeurés, avec ce messianisme !), on a quand-même bien secoué quelques quartiers de cette capitale sous contrôle permanent, avec l'état d'urgence devenu quotidien (on les a vu, les bidasses avec leur bagnoles estampillées Vigipirate, vite décamper pendant qu'on fondait sur eux). On a redonné un petit peu de son sens à une journée qui est née dans les luttes des exploité.e.s.

Mais enfin, après la petite pause-café, voilà le rencart dans le Quartier latin. Bonne idée, si les bleus n'avaient pas été eux aussi au rendez-vous. Peu importe, il suffit d'attendre le départ en restant en amont des CRS postés (et des civils aux aguets). De cette « manif en colimaçon » que quelqu'un décrira si bien [lire ici :http://paris-luttes.info/une-manif-en-colimacon-10137], restent dans l'esprit de celles et ceux qui l'ont vécue aussi d'autres moments haut en couleurs, telle la barricade de la rue Monge, les tags plein d'humour qui ont fleuri sur les murs des riches, la caméra cassée pendant qu'on poirotait trop longtemps à un carrefour, en mangeant des fruits volés (clin d'œil à ce tout premier, mythique, acte de désobéissance que les religions s'évertuent à nous faire expier – enfin, faut pas exagérer, c'était pas le jardin des Hespérides, juste un petit Carrefour) discutant en diverses langues de la direction à prendre (« *nostra patrie é il mondo intero* », disait la chanson)… et puis merde, encore une montée au pas de course ! D'accord, les robocops en bleu sont lourds et n'avancent pas si vite quand ça monte (même à plat, à tout dire…), mais enfin, nous aussi on est fatigué à force d'arpenter des ruelles ! En effet, orphelin.e.s d'une bonne idée ou d'un point de chute, on tourne comme des loups affamés autour de Jussieu. Censier, expulsée la veille (et pas par hasard !) est gardée comme si c'était l'Élysée…

Et revoilà donc les barricades (merci les chantiers, merci les jolies jardinières en bois - jamais vues dans les quartiers populaires) et les sucettes JCDecaux en miettes (elles sont mieux sans pub, non ? Elles sont encore mieux défoncées !), et une horde bruyante et rigolarde qui court parmi les tables des bars suivie par un nuage de gaz lacrymo. Eh, les bobos, pas habitués au gaz ? Tant pis pour votre petite soirée finie en crachats et yeux rougis.

Bon, là par contre la manif sauvage s'est dispersée pour de bon et je rentre faire dodo, j'en peux vraiment plus. Faudrait juste comprendre quelle ligne passe par cet enfoiré de cardinal ou moine. Et voilà que quand je tourne à un coin de rue, des bruits de verre qui se casse. Encore !

Quelle aubaine ! La vitrine de l'agence immobilière a passé de meilleurs moments. Un fou rire me prend, au fond de moi. Deux capuches se tournent vers moi. Ils s'inquiètent, pensent peut-être à un riverain nanti, les doigts sur son smartphone pour les filmer avant d'appeler le 17. Un simple sourire, un signe de la tête et on s'est compris. « Vous êtes magnifiques. Continuez comme ça ! ».

Oui, continuons comme ça. Rien n'est fini, tout recommence, encore. Tous les jours.

Paris : **Une petite contribution au désordre**

On s'est bien amusés ce 1er Mai et du coup on a voulu essayer de prolonger cet élan émeutier avec nos petits moyens. A notre avis de tels moments de révolte collective ne s'opposent pas à d'autres pratiques comme l'action directe en petits groupes, mais se complètent.

Voilà qu'on est partis à la recherche de nouveau combustible pour la flamme de notre refus de ce monde.

La nuit du 2 au 3 mai, rue Haxo dans le 19ème, on a incendié une camionnette de Vinci (constructeurs de prisons) et une voiture avec une plaque diplomatique.

Solidarité avec les personnes emprisonnées suite au 1er Mai.

Solidarité avec Krème et avec la personne en taule pour l'affaire de Limoges. Une pensée aussi pour celleux qui ont du partir à cause de la répression (gardez la pêche, les mauvais jours finiront !).

Solidarité avec les anarchistes sous procès en Italie pour l'opération Scripta manent.

Contre l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques (et aussi les faux critiques des faux critiques…)

Des amateurs du désordre

[Trouvé sur internet, 7 mai 2018]

Comme un amer goût de déjà vu

Ces merdes de journaleux, d'entreprises comme indépendants, empestent les manifs, braquent leurs objectifs pour prendre en détail tes fringues et ta corpulence qui, même sous ta cagoule, aideront les flics dans leur sale travail d'investigation.

Quand une émeute est utilisée par le pouvoir, la presse, en fidèle serviteur, s'empresse de faire des reportages pour vendre ses papiers. Effrayer la masse et faire de la « révolte » un *spectacle*, c'est ça qu'il cherche, du moins officieusement. Et ainsi, leurs photos et vidéos c'est du pain béni pour les flics. Le pire, c'est que ces charognards trouvent toujours des clients, parce que parfois derrière les cagoules, tu peux aussi avoir de véritables politiciens qui vont tourner autour d'eux telles des mouches à merde, pour imposer leur vision de l'émeute, « bien propre » : ils déblatèrent alors leur moral, en assurant « qu'on n'attaque que les grosses multinationales, les méchants capitalistes (banques, McDo) », qu'attaquer les commerces et les journalistes « ça donne une mauvaise image ». Mais t'attends quoi pour aller lui faire des câlins au petit capitaliste qui n'a pas réussi à s'agrandir, qui n'aspire qu'à une seule chose c'est de s'enrichir sur ton dos ! Le commerce, c'est la marchandisation de nos rapports et ce contre quoi je lutte au quotidien, au cas où t'aurais pas encore pigé ! T'es vraiment sûr de vouloir défendre le « défenseur des pauvres » (Emmaüs, la Croix-Rouge…) qui, vivant de la misère avec son lot de paternalisme social, remplit les fourgons de flics de sans-papiers et gère les prisons avant leur expulsion ! Et ton pote foutu en GAV puis traîné devant le tribunal après avoir été pris en photo à la dernière manif sauvage, tu ne t'en souviens pas ? Le pire, c'est que tu continues à t'adresser à « l'opinion publique» et ceux qui la construisent (de fait l'Etat et ses laquais de reporters), comme s'ils allaient comprendre ta casse morale, quelle qu'elle soit ! Comme si d'ailleurs il fallait se justifier de vivre ! En t'adressant à cette « opinion publique », tu cautionnes ta propre répression, ta propre aliénation à ce système pourri jusqu'à la racine ! Prends ces quelques lignes au sérieux car il se pourrait bien qu'un jour, t'en fasses les frais, au même titre que tes locuteurs !

A toi aussi le gauchiste qui passes tes manifs à rester passif derrière tes caméras, à filmer tes potes qui se font passer à tabac par les bleus, qui vis par procuration en matant le soir venu les affrontements et la casse du jour… Sache que la prochaine fois, c'est dans ton objectif que pleuvront les coups de marteau !

A tous ceux qui sortent leurs mouchards de poche dans l'idée de capturer nos instants de rage et nos inspirations rebelles… Déguerpissez ou alors ça va péter !